



Le **GREAM** Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 028

" Réfléchir à changer "

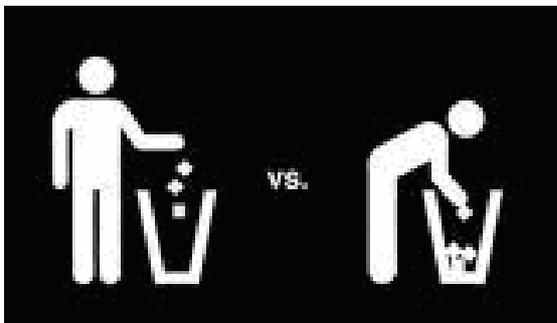
Avril 2013

Démocratie et participation - Résultats du round 5 des enquêtes Afrobaromètre -



Boubacar Bougoudogo, Massa Coulibaly, François Koné

Editorial



Les enquêtes Afrobaromètre de décembre 2012 dans 6 des 9 régions du Mali révèlent que 2 maliens sur 5 sont analphabètes, un autre sur cinq a suivi un enseignement informel y compris coranique. Ainsi, ils ne seraient que 2 maliens sur 5 à avoir suivi un enseignement formel à raison de un d'enseignement primaire et un autre d'enseignement secondaire et supérieur. Cet état de fait n'est pas sans conséquence sur les perceptions du citoyen sur les questions relatives à la politique et surtout

à la participation à la vie publique, qu'elle soit associative ou politique.

Aussi, est-il unanimement partagé qu'il faut faire attention à ce qu'on dit en politique. Mieux, on est plus volontiers membre d'un groupe communautaire que d'un parti politique et l'action publique se ramène très souvent à prendre part à une réunion de la communauté plus qu'à participer à une manifestation publique de protestation.

On comprend que dans ces conditions, il soit beaucoup plus attendu de la démocratie qu'elle procure emploi et sécurité plutôt que de ne consister qu'en un multipartisme stérile et une liberté de la presse où l'information le dispute au message ni nouveau ni socialement utile.

Massa Coulibaly

Introduction

Parti de 12 pays en 1999-2000, le réseau Afrobaromètre compte aujourd'hui 35 pays en son 5^{ème} round de ses enquêtes nationales sur la démocratie, la gouvernance et les réformes économiques sur le continent. Depuis 2000, le Mali est impliqué dans les enquêtes Afrobaromètre (il en fut le premier pays francophone et troisième membre de la CEDEAO à côté du Ghana et du Nigeria) et a depuis participé à tous ses 5 rounds, 2000, 2002, 2005, 2008 et 2012. Le présent rapport d'enquêtes menées au Mali (à l'exception des trois régions du septentrion pour des raisons évidentes d'insécurité) en décembre 2012 rend compte de la perception populaire de la chose publique, en particulier des organisations de la société civile et des partis politiques.



1. Démocratie et intérêts à la chose publique

Globalement, la majorité absolue des sondés (77%) ne sont pas d'accord pour la gestion du pays par un seul parti et ce aussi bien en milieu rural qu'urbain avec respectivement 78% et 74%. Aussi, ne sont-ils que 18% des enquêtés, partisans de la gestion du pays par un seul parti politique. Les maliens sont majoritairement d'accord que plusieurs partis politiques participent à la compétition en vue du choix des dirigeants à concurrence de 58%, contre 39% d'avis défavorables. Étonnamment, les maliens sont défavorables (75% des sondés) à ce que les partis d'opposition examinent et critiquent régulièrement les politiques et actions du gouvernement.

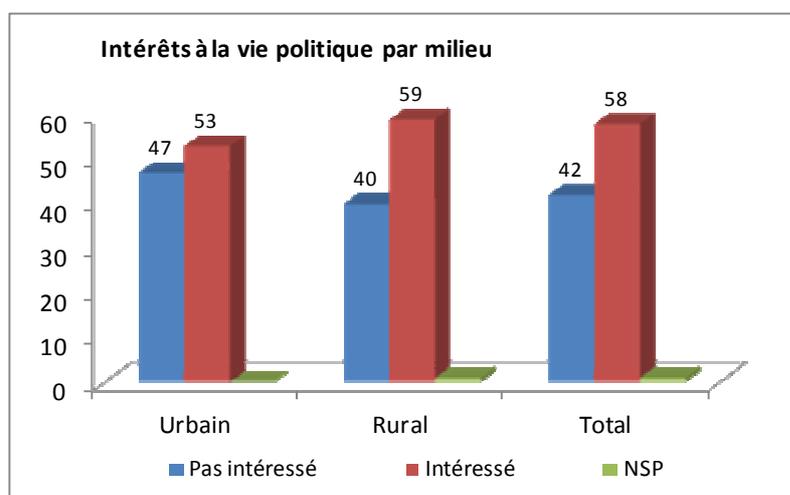
Les enquêtés sont nombreux à penser que le gouvernement doit assurer l'emploi pour tous, l'ordre public, respectivement à 40% et 37%. Par ailleurs, ils estiment à 11% que la compétition entre partis politiques pendant les élections est aussi une caractéristique essentielle de la démocratie et à 10% que les médias sont libres de critiquer l'action du Gouvernement, la démocratie n'étant pas vue comme une finalité mais un moyen d'assurer le bien-être des populations. Les maliens ont également estimé que la fourniture des biens et services de première nécessité (vivres, vêtements, logement, etc.), le contrôle de l'action du Président par le parlement et la fourniture de services publics tels que la construction de

routes, la canalisation des égouts, sont des caractéristiques d'une démocratie avec respectivement 45%, 27% et 17%.

Caractéristiques essentielles de la démocratie

	Aucun	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Le Gouvernement assure l'emploi pour tous	47	36	39	33	21	40
Le Gouvernement doit assurer l'ordre public	31	45	38	36	44	37
Plusieurs partis politiques se font la concurrence pendant les élections	10	9	12	12	16	11
Les médias sont libres de critiquer les actions du Gouvernement	9	8	8	18	14	10
Aucune de ces réponses	1	1	2	1	5	1
Ne sait pas	1	1	1	0	0	1

Malgré l'instauration de la démocratie depuis plus de 20 ans, plus de 40% de maliens (49% pour les femmes) ne semblent pas intéressés par la vie politique aussi bien en milieu urbain que rural. Aussi, la politique apparaît-elle comme l'affaire des personnes âgées avec plus de 60% d'intéressés. Par ailleurs, les maliens semblent faire l'unanimité que la politique et le gouvernement semblent si compliqués qu'ils ne comprennent pas ce qui s'y passe à hauteur de 71% d'avis favorables contre 24% seulement de désaccord.

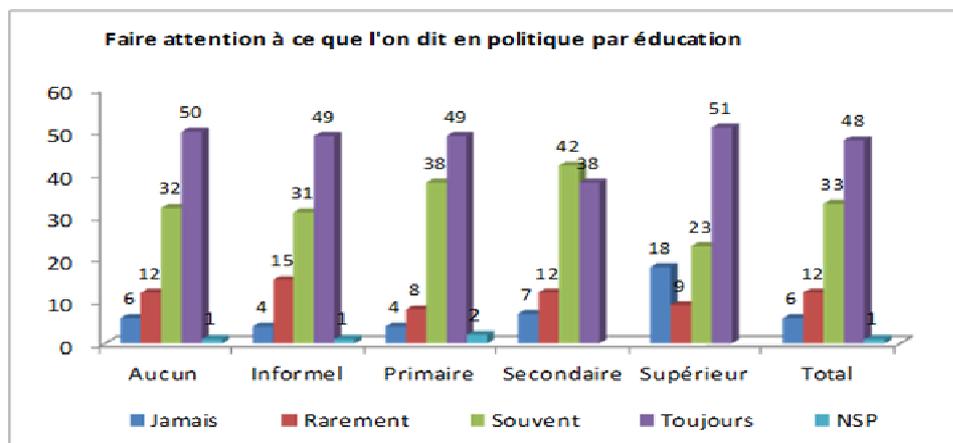


2. Participation citoyenne

Interrogés sur leur participation à un groupe religieux, 69% des maliens ne sont pas adhérents d'un tel groupe (74% pour les femmes) contre 19% de simples adhérents, 10% de membres actifs et 3% de dirigeants. A l'opposé, une plus grande proportion de maliens se retrouve dans les associations ou groupes communautaires, comme dirigeants à 13%.

A la question de savoir s'il faut faire attention à ce qu'on dit en politique, les maliens répondent par l'affirmative à 48% contre seulement 6% qui pensent qu'il ne le faut jamais, ce

malgré l'instauration de la démocratie depuis deux décennies et surtout la multiplication appréciable des médias.



A propos d'activisme, les maliens ont à 57% participé à des réunions de la communauté et se sont unis également pour aborder un problème à 52%. Ce communautarisme est aussi bien visible par genre que par niveau d'éducation.

3. Référence partisane

Les enquêtes Afrobaromètre de 2012 ont permis d'estimer à 41% la proportion de maliens qui se sentent proches d'un quelconque parti politique contre 58% de non partisans et 1% de sans avis. Cette tendance est vérifiée quel que soit le sexe, le niveau d'éducation ou le milieu de résidence.

Entre le premier round (2000) et le cinquième round d'Afrobaromètre (2012), les maliens se sont éloignés des partis politiques, le taux étant passé de 58% en 2000 à 41% en 2012. Cet éloignement des maliens vis-à-vis des partis politiques semble s'élargir à la faveur de la crise. Tous les partis politiques en sont victimes e.g. les proches de l'ADEMA passent de 26% en 2008 à 13% en 2012. Lorsqu'ils se sentent proches d'un parti politique, il s'agit dans la plupart des cas de l'ADEMA, de l'URD et du RPM, les trois formations qui recueillent le plus de suffrages.

Proche d'un parti politique					
	2000	2002	2005	2008	2012
Quelconque	58	58	61	69	41
ADEMA	41	20	19	26	13
URD			6	7	6
RPM		14	10	7	6
PDES		14	13	9	2
SADI		1		2	2
PARENA		3	3	3	2
CNID	2	1	3	2	2
CODEM				0	1
UDD	2	1	1	2	1
UM-RDA	2	1	1	1	1